

SURENCHÈRE ÉLECTORALE

Militarisme : John Kerry dans le texte



Candidat démocrate à la Maison-Blanche, John Kerry médiatise peu son programme pour la défense et la politique étrangère : il critique l'administration Bush qui a privilégié les intérêts de certaines sociétés pétrolières et d'armement au détriment du leadership énergétique global des États-Unis et de l'efficacité militaire. Il préconise le recrutement immédiat de 40 000 fantassins supplémentaires de manière à pouvoir déployer des troupes partout dans le monde. Mais, privilégiant les actions de déstabilisation sur les guerres, il souhaite aussi augmenter les budgets de la NED/CIA. En matière de sécurité intérieure, il entend briser le cloisonnement entre civils et militaires, déployer 100 000 policiers dans les rues et renforcer les contrôles aux frontières quel qu'en soit le prix.

page 2

Enterrement la paix avec le cheikh Yassine

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

La baronne Shirley Williams, revenant d'une mission en Israël/Palestine, souligne que la politique d'Ariel Sharon n'est que violence, comme le montre encore une fois l'assassinat de cheikh Yassine. Mais l'espoir est encore possible quand on observe la volonté de paix des ONG israéliennes et de la population palestinienne. Moins optimiste, Dennis Ross estime que cet assassinat relance la spirale de la violence et que la passivité de l'administration Bush peut être lourde de conséquences.

page 7

REPÈRE : 25 MARS 1244

Derniers feux à Montségur

Dans les Pyrénées, le sénéchal de Carcassonne Hugues des Arcis proclame l'achèvement de l'Inquisition des 250 « hérétiques » qui, depuis le 16 mars, ont tous été brûlés vifs. Après 10 mois de résistance, la communauté cathare, assiégée dans sa forteresse de Montségur, est anéantie. En 1208. Raimon de Toulouse, de retour de la première croisade, et fortement marqué par l'islam éclairé découvert en Palestine, avait refusé de réprimer les différentes sectes s'opposant à l'Église officielle et promouvant un retour à la pauvreté et la pureté évangélique. Après l'avoir excommunié, le Pape avait lancé une croisade contre les « Albigeois ». Le 20 juillet 1209, la ville de Béziers tombait. Face aux 18.000 habitants - cathares et non-cathares - Arnaud-Amalric, abbé de Cîteaux et légat du Pape, ordonnait aux soldats « Tuez les tous, Dieu reconnaîtra les siens ». Mais ce massacre ne suffisait pas, le roi de France organisait une nouvelle croisade pour mettre fin à la tolérance. ■



14 BASES PERMANENTES SONT À L'ÉTUDE EN IRAK

Comme l'avait indiqué le général Jay Garner au *National Journal*, l'installation de bases militaires permanentes en Irak était bien un des buts de guerre (voir notre article « [Quatre révélations sur l'attaque de l'Irak](#) »). Les ingénieurs de l'armée états-unienne planifient la rénovation des installations abandonnées par l'armée irakienne ainsi que la modernisation des aéroports de Bagdad et Mossoul. Les centaines de campements expéditionnaires et temporaires qui abritent les quelques 110 000 personnels militaires sur place ne sont pas adaptés à une présence prolongée. En outre, l'évacuation progressive des troupes stationnées en Arabie Saoudite exige de nouvelles bases dans la région pour remplir les objectifs stratégiques du Pentagone au Proche-Orient. ■

Surenchère électorale

Militarisme : John Kerry dans le texte

Candidat démocrate à la Maison-Blanche, John Kerry médiatise peu son programme pour la défense et la politique étrangère : il critique l'administration Bush qui a privilégié les intérêts de certaines sociétés pétrolières et d'armement au détriment du leadership énergétique global des États-Unis et de l'efficacité militaire. Il préconise le recrutement immédiat de 40 000 fantassins supplémentaires de manière à pouvoir déployer des troupes partout dans le monde. Mais, privilégiant les actions de déstabilisation sur les guerres, il souhaite aussi augmenter les budgets de la NED/CIA. En matière de sécurité intérieure, il entend briser le cloisonnement entre civils et militaires, déployer 100 000 policiers dans les rues et renforcer les contrôles aux frontières quel qu'en soit le prix.



L'opinion publique européenne place de grands espoirs dans une victoire de John Kerry à l'élection présidentielle états-unienne. Il dispose en effet de l'image rassurante d'un ancien combattant de la guerre du Vietnam qui sut à la fois faire preuve de courage au combat, dénoncer les crimes de guerre et militer pour l'arrêt des hostilités. Il semble donc en mesure de mettre fin aux opérations militaires tous azimuts de George W. Bush.

Cependant rien dans les engagements électoraux du candidat Kerry ne permet d'espérer un changement significatif dans ce domaine. Alors même que les questions de défense et de politique étrangère sont les principales prérogatives de l'exécutif fédéral, John Kerry s'exprime peu sur ce sujet. On l'a entendu à ce propos le 3 décembre 2003 devant le Council on Foreign Relations à New York, et les 16 décembre 2003, 23 janvier et 7 février 2004 devant les étudiants des universités de Drake à Des Moines, de Georgetown à Washington et de l'UCLA à Los Angeles. Il a également diffusé des communiqués à propos d'Israël, de l'Irak et du Venezuela. Rien de plus.

Contre un mouvement jihadiste mondial

John Kerry reprend entièrement à son compte la définition bushiste des menaces actuelles. Pour lui, les États-Unis doivent avant tout affronter un « *mouvement jihadiste mondial* » qui tente d'imposer le califat par la force. Il ne s'agirait pas d'une croisade, ni d'un clash des civilisations, mais d'« *un clash entre la civilisation et le chaos* ». Et de déclarer : « *détruire Al Qaïda et les autres groupes terroristes anti-Américains doit rester notre principale priorité* ».

À la différence de ses concurrents démocrates Howard Dean et Lyndon LaRouche, John Kerry n'a jamais remis en cause la version officielle des attentats du 11 septembre. Au contraire, il a toujours abondé dans la dénonciation du complot islamique, tout en veillant à rendre ce mythe un peu plus crédible. Ainsi, admet-il sans difficulté qu'Al Qaïda ne serait pas à proprement parler une organisation, puisqu'on est bien en peine d'en prouver l'existence, mais un label brandi par une multitude de groupes autonomes définissant eux-mêmes leurs cibles.

Il conclut donc : « *Je ne reproche pas à George Bush d'en faire trop dans la guerre au terrorisme, mais d'en faire trop peu* ».

Il se démarque surtout en dénonçant une politique trop visiblement dominatrice et prédatrice, qui suscite une résistance. Il lui oppose un leadership moins coûteux, reconnu sans être contesté, fondé sur le respect plutôt que sur la crainte. « *Nous ne sommes pas des Romains ; nous ne voulons pas d'empire. Nous sommes des Américains, croyant en une vision et un héritage qui nous engagent à défendre les valeurs de la démocratie et la cause des Droits de l'homme* ».

Pour le leadership énergétique global



S'il manie la même rhétorique que l'administration Bush, John Kerry ne cache pas pour autant les vrais mobiles de la politique états-unienne qu'il entend poursuivre avec plus d'efficacité : « *Trop souvent, ils ont oublié que le leadership énergétique global est un impératif stratégique pour l'Amérique* ». La guerre au terrorisme n'est qu'une mise en scène pour l'anéantissement de toute résistance à la prise de contrôle des ressources pétrolières mondiales, et particulièrement celles du Proche-Orient. Mais le clan Bush a confondu ici les intérêts de quelques compagnies, comme Halliburton et Bechtel, avec ceux des États-Unis.

Après avoir voté les pleins pouvoirs au président Bush sur la question irakienne et avoir soutenu l'invasion de ce pays sans réserves, John Kerry a vivement dénoncé la gestion unilatérale du conflit et de la reconstruction :

« *L'administration Bush a un plan pour étendre la guerre, pas pour gagner la paix* ». Tirant les leçons du Vietnam, il dit et il répète qu'il ne fallait pas s'engager seuls dans la guerre pour ne pas avoir à gérer seuls l'après-Saddam. Le multilatéralisme n'est aucunement une reconnaissance du droit international et d'une prééminence de l'ONU. « [Attendre une autorisation du Conseil de sécurité], *est une méprise fondamentale sur la manière dont un président doit protéger les États-Unis* ». La diplomatie est un moyen d'associer d'autres nations à une charge choisie en fonction des seuls intérêts des États-Unis. « *Travailler avec d'autres États dans la guerre au terrorisme est quelque chose que nous devons faire pour notre sécurité, pas pour la leur* ». Il n'y a pas d'autres moyens d'économiser les vies des GI's. « *Nous devons laisser de côté notre arrogance et nos fanfaronnades et engager d'autres États pour porter le fardeau et les responsabilités en Irak de manière à enlever la cible qui est sur le dos de nos soldats* ».



Loin de remettre en cause la prééminence des forces armées dans la société états-unienne de l'après-11 septembre, John Kerry est au contraire un partisan de leur renforcement. « *George Bush a hérité de l'appareil militaire le plus puissant du monde et il l'a affaibli* ». Rumsfeld a mésusé des crédits, dépensant sans compter pour la guerre des étoiles et autres gadgets dispendieux au détriment des équipements de base. Le reformatage des armées, diminuant le nombre des hommes sous les drapeaux et compensant leur absence par une augmentation des capacités technologiques, est un rêve dangereux. « *Le prochain président doit s'assurer que nos forces sont structurées pour l'efficacité maximale et équipées avec tout le matériel nécessaire à la réussite de leurs missions. Nous devons mieux préparer nos forces pour les opérations d'après-conflit et de stabilisation en engageant plus d'ingénieurs, de policiers militaires, de personnel de guerre psychologique et d'équipes d'affaires civiles. Et pour reconstituer nos troupes dispersées, en tant que président, j'engagerai 40 000 fantassins* ». « *Au cours des 100 premiers jours de mon mandat, j'initierai l'accroissement du format de nos armées. Cela ne fera pas plaisir à tout le monde. Mais aujourd'hui, pour faire face à de graves défis, nos forces sont trop dispersées. Nos troupes en Irak en payent le prix chaque jour* ». Cette faiblesse, induite par la réduction des armées, Rumsfeld l'a montrée en Afghanistan où il n'a pas été en mesure de déployer les hommes nécessaires et a dû « *faire appel à des seigneurs de la guerre sans loyauté à notre cause pour finir le travail* ».

Kerry a axé une large partie de sa communication sur sa bravoure au Vietnam,

qui lui valut une étoile d'argent et trois médailles de guerre, tandis que son rival se planquait dans la Garde nationale.

Rétablir 100 000 policiers

Loin de s'inquiéter des atteintes aux libertés fondamentales commises au nom de la sécurité intérieure, il poursuit : « *Nous devons faire ce que George Bush a refusé de faire : réformer notre système de renseignement en faisant du prochain directeur de la CIA un vrai directeur du renseignement national, avec un vrai pouvoir de contrôle sur les personnels et les budgets (...) Et nous devons faire tomber les vieilles barrières entre le renseignement [militaire et civil] national et les polices locales* ». Ce régime militaro-policier nécessite également une augmentation des forces de l'ordre. « *Nous devons rétablir les 100 000 policiers dans nos rues pour lesquels je me suis battu et que j'ai obtenu, en 1994, et que l'administration Bush a coupé budget après budget* ». De nouveaux programmes de sécurité doivent être mis en œuvre, comme le passage de tous les containers importés dans des détecteurs, qui transformeront le pays en forteresse. « *Le président Bush dit que nous n'avons pas les moyens de financer la sécurité de la Patrie. Je dis que nous ne pouvons pas ne pas le faire* ».

S'il faut être capable de déployer partout dans le monde des troupes US, il faut aussi livrer le moins de guerres possible. Et il ne s'agit pas ici d'un discours traditionnel d'ancien combattant, qui valorise la fonction militaire et craint l'atrocité des combats, mais d'une stratégie. Les manœuvres de déstabilisation des États doivent être privilégiées par rapport aux affrontements conventionnels. Il faut donc démultiplier le budget de la Fondation nationale pour la démocratie, le bras public de la CIA, que pourtant George Bush a déjà doublé. « *Les États-Unis doivent relire une page de notre manuel de la Guerre froide. Personne ne pensait que le communisme s'effondrerait soudain comme il le fit. Mais cela ne doit pas nous empêcher d'étendre notre action de société-à-société pour soutenir les groupes de défense des droits de l'homme, les médias indépendants, les syndicats et les autres groupes dédiés à la construction à la base d'une société démocratique. La démocratie au Proche-Orient ne surviendra pas en une nuit* ». Bien sûr après avoir décrit un régime militaro-policier pour les États-Unis, la démocratie dont il s'agit pour le Proche-Orient doit être comprise, ainsi que l'indique l'allusion à la Guerre froide, comme un régime favorable à Washington.

« La cause d'Israël, c'est la cause des États-Unis »

Cette vision des choses implique de considérer Israël comme une démocratie accomplie assiégée par des Palestiniens belliqueux et Yasser Arafat comme « *un hors-la-loi* ». Car « *La cause d'Israël, c'est la cause des États-Unis* ».

Enfin, le cas du Venezuela, grand pourvoyeur de pétrole pour l'économie états-unienne, illustre les différences de méthodes entre Bush et Kerry. Dans ce pays, les Bolivariens tentent de financer une révolution sociale en contrôlant les revenus du pétrole. C'est pourquoi « *la politique du président Chavez a porté préjudice à nos intérêts* ». Il participe d'un mauvais exemple dans le continent : « *Ses relations étroites avec Fidel Castro posent de sérieuses questions sur sa capacité à conduire un gouvernement véritablement*

démocratique ». L'administration Bush a eu tort de soutenir une tentative avortée de coup d'État, mais une administration Kerry ne s'y prendrait pas de manière bien différente. Elle « *préservait la fragile démocratie vénézuélienne* », c'est-à-dire qu'elle placerait d'une manière ou d'une autre son opposition au pouvoir.

À la lecture de ces prises de position, et sans même explorer le passé de John Kerry, son appartenance avec George W. Bush au très fermé club des Skull & Bones, ou le rôle de son conseiller sur les questions internationales, Rand Beers, dans la répression en Colombie, on est en droit de douter que son éventuelle accession à la Maison-Blanche puisse être une si bonne nouvelle.

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

Enterrer la paix avec le cheikh Yassine

Analyse

Dans une conférence à Harvard, l'ancien Premier ministre français, Lionel Jospin, analyse l'ambivalence des relations franco-états-uniennes. Quelques différences d'appréhension du monde dues à des expériences historiques variées et à la place du religieux expliqueraient des méprises. Mais les deux États seraient d'accord sur l'essentiel. Ce discours lénifiant vise surtout à nier que les États-Unis sont un empire et qu'ils exigent de leurs alliés d'être des vassaux, on ne s'étonnera donc pas que *Le Monde* en reproduise des extraits avec délectation.

Et puisque les intérêts des uns et des autres concordent, le politologue François Heisbourg appelle les Européens à s'associer au plan des États-Unis pour la démocratisation du « grand Moyen-Orient ». Dans l'*International Herald Tribune*, il justifie cet effort en maniant les axiomes à la mode : les attentats de Madrid seraient imputables à Al Qaïda qui serait le produit du sous-développement économique et politique du monde arabe. Le meilleur moyen de lutter contre le terrorisme serait donc de réaliser le projet états-unien pour cette région. La « communication gouvernementale » tient ici lieu d'analyse.

La baronne Shirley Williams tire les conclusions d'une mission parlementaire britannique en Israël/Palestine à laquelle elle a participé au nom des libéraux-démocrates. Elle souligne, dans l'*International Herald Tribune*, que la politique d'Ariel Sharon n'est que violence, comme le montre encore une fois l'assassinat de cheikh Ahmed Yassine. Mais l'espoir est encore possible quand on observe la vitalité et la volonté de paix des ONG israéliennes et de la population palestinienne.

Moins optimiste, Dennis Ross, qui participa pour les États-Unis aux négociations au Proche-Orient, tire la sonnette d'alarme dans le *New York*

Times. La politique d'Ariel Sharon en général et l'assassinat de cheikh Yassine en particulier relancent la spirale de la violence. Seuls les États-Unis peuvent calmer le jeu. La passivité de l'administration Bush peut être lourde de conséquences.

De son côté, Uri Dromi de l'Israel Democracy Institute justifie aveuglement l'exécution extrajudiciaire de cheikh Yassine dans l'*International Herald Tribune*. Certes, cela est illégal au regard du droit international, mais ce droit ne permet pas de résoudre les problèmes auxquels sont confrontées les démocraties. C'était en réalité la seule manière de procéder, comme le firent les États-Unis récemment au Yémen avec un lieutenant d'Al Qaïda.

Le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, plaide dans *Le Figaro* pour que l'on ne cherche pas à créer des « noyaux durs » en Europe, qui ne manqueront pas de se former par la force des choses. L'objectif doit rester d'avancer à 25, tandis que le réalisme contraindra de toute manière à s'en remettre, pour certains sujets, à quelques « États pionniers ».

Enfin, Harvey Feldman de l'Heritage Foundation prend la défense de Chen Suiban dans le *Los Angeles Times*. Pour lui, ceux qui contestent sa réélection à la présidence de Taiwan à une majorité de 0,2% des voix feraient le jeu de la Chine communiste. Il n'en reste pas moins, n'en déplaise à l'auteur, que les quelques irrégularités constatées jettent un doute sur la sincérité d'un résultat aussi serré.

Réseau Voltaire

Lionel Jospin



Lionel Jospin est ancien Premier ministre socialiste français (1997-2002).

« États-Unis et France : pour une amitié plus sereine »

Source : Le Monde

Référence : « États-Unis et France : pour une amitié plus sereine », par Lionel Jospin, *Le Monde*, 24 mars 2004. Ce texte est adapté d'une conférence prononcée au Center for European Studies de l'université de Harvard, le 4 décembre 2003, et que publie intégralement le numéro 129, du 25 mars, de la revue *Le Débat*.

L'ambivalence de la relation franco-américaine vient peut-être des deux approches universalistes du monde qui ne coïncident pas toujours. Elle tient aussi au fait que la France n'a pas connu de vague d'émigration vers les États-Unis et n'a donc pas participé au *melting pot*. Toutefois, nous n'avons jamais été ennemis. Nous sommes donc des amis, mais des amis qui trop souvent se caricaturent. Nous devons nous défaire de ces représentations et dire non à l'antiaméricanisme et à la francophobie.

Notre désaccord sur l'Irak a donné lieu à des interprétations erronées. Nous n'avons pas de refus de principe à intervenir militairement aux côtés des États-Unis. Nous l'avons d'ailleurs fait en 1991 en Irak, en 1999 au Kosovo et en 2001

en Afghanistan. Nous n'avions pas non plus d'indulgence pour le régime de Saddam Hussein et nous ne cherchions pas de positions avantageuses pour nos entreprises (pour cela, nous aurions dû vous suivre). Nous n'ignorions pas non plus le danger potentiel que pouvait représenter l'Irak. Nous n'étions pas favorables à une action militaire parce que nous estimions que l'Irak n'était pas un réel danger pour le monde et n'avait probablement pas de liens avec Al Qaïda. En outre, nous pensions qu'une intervention militaire devait nécessairement passer par l'ONU. Nous ne croyons pas au « droit d'intervention démocratique » ou au fait que la démocratie peut être exportée militairement. En bref, nous pensions que la paix serait plus difficile à gagner que la guerre. Aujourd'hui, nous sommes face à un dilemme : nous souhaitons votre réussite, mais nous restons attachés aux valeurs que nous défendons. Il faut un transfert de pouvoir aux Irakiens et il faut que vous acceptiez que la seule puissance américaine ne peut pas tout, ceci est une croyance simpliste et dangereuse des néo-conservateurs.

Nos relations bilatérales sont sans nuages mais nos divergences, plus aiguës depuis 2000, portent sur la vision des relations internationales. La puissance américaine n'est pas discutée et nous ne pensons pas que vous soyez un empire, mais il y a débat sur l'usage de votre force. Les Américains ont l'impression de porter seuls un fardeau et que cela leur donne des droits, mais vos partenaires sont loin de toujours souhaiter que vous vous chargiez d'un tel fardeau lorsqu'il s'agit du système anti-missiles ou de l'intervention en Irak. Les Américains se plaignent aussi du paradoxe : on les critique pour leur interventionnisme d'un côté, en Amérique latine, mais on leur reproche leur manque d'implication ailleurs, dans le conflit israélo-palestinien. Toutefois, cette exigence irritante ne va-t-elle pas dans le sens de cette idée, ancienne chez vous, que votre nation a une mission ? En outre, la sagesse veut que vous cherchiez à ce que la défense de vos intérêts nationaux aille dans le sens de l'intérêt général.

Plusieurs sujets provoquent des interrogations entre nous et justifient des échanges. La France est surprise par votre dialectique du Bien et du Mal, surtout que la notion du Mal ne désigne pas toujours les mêmes groupes selon les époques. La France préfère les notions politiques aux définitions morales ou religieuses. Concernant la globalisation, la France souhaiterait qu'elle soit maîtrisée. Sur le conflit israélo-palestinien, nous ne pensons pas que la politique d'Ariel Sharon soit le meilleur moyen de parvenir à la paix. Il faut parvenir à surmonter nos différends.

François Heisbourg



François Heisbourg est directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, président du Conseil d'administration de l'International Institute for Strategic Studies et expert d projet Strengthening the Global Partnership du Center for Strategic and International Studies. Il est ancien membre de la représentation permanente de la France à l'ONU, ancien conseiller au ministère français des Affaires étrangères et ancien vice-président de MATRA-Défense-Espace. Il est l'auteur de *Hyperterrorisme, la nouvelle guerre*.

« La démocratie au Moyen-Orient est un projet global à long terme »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Mideast democracy is a long-term, global project », par François Heisbourg, *International Herald Tribune*, 24 mars 2004.

Les attentats de Madrid nous ont rappelé la capacité d'Al Qaïda à porter la destruction de masse au cœur du monde industrialisé et qu'il nous faut continuer à faire des efforts pour promouvoir le développement et la démocratisation au Moyen-Orient. En effet, à long terme, le succès contre Al Qaïda implique l'éradication des racines de la haine que sont la réaction politique, la régression économique et la répression sociale aggravés par les sentiments d'impuissance face aux ingérences étrangères, au conflit israélo-palestinien et à la globalisation.

Dans ce contexte nous devrions appuyer le plan pour le « Grand Moyen-Orient » qui vise à moderniser la région par des moyens multilatéraux et pacifiques, mais cette initiative rencontre des difficultés du fait de sa naissance sous une étoile américaine. Les rédacteurs du programme de développement de l'ONU ont émis des critiques très dures à ce sujet et ont rappelé le manque de crédibilité des États-Unis dans le monde arabe. Plus les États-Unis seront associés à ce plan, plus il aura de chances d'échouer.

Pour que cette initiative réussisse, il faut que l'engagement soit garanti sur 20 ou 30 ans, ce qui exige des implications multilatérales fortes. Il faut que l'initiative perde son caractère américain et que le G8 s'y implique. Il faut également que l'aide économique soit redirigée vers l'éducation et le droit des femmes. Si l'OTAN peut s'occuper de certaines questions de sécurité, ce ne sera cependant pas à elle de se charger des questions essentielles.

Nous devons nous inspirer du succès du Plan Marshall et aider à la réussite de ce plan en résolvant le conflit israélo-palestinien.

Shirley Williams



La Baronne Shirley Williams est la chef du groupe Libéral Démocrate à la Chambre des Lords britannique.

« Sharon jette plus d'huile sur le feu »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Sharon throws more oil on the flames », par Shirley Williams, *International Herald Tribune*, 24 mars 2004.

Ariel Sharon a choisi l'escalade dans le conflit avec les Palestiniens en assassinant le cheikh Ahmed Yassine. Ce faisant, il accroît la pression sur les États-Unis. Les dix prochains jours seront déterminants pour la région et entraîneront soit plus de violences, soit de nouveaux efforts pour parvenir à une paix négociée.

Sharon tente de convaincre sa coalition d'accepter un retrait de Gaza et en échange il cherche à obtenir un prix élevé des États-Unis : 8 % de la Cisjordanie, parmi les terres les plus fertiles. De leur côté, les Palestiniens souffrent du manque de nourriture et sont bloqués dans leurs villes par des barrages. Il est presque impossible pour eux d'obtenir un permis de construire alors que depuis l'an 2000 plus de 1000 habitations palestiniennes ont été détruites en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Les cultures agricoles des Palestiniens, elles aussi, sont détruites. Sharon attend des États-Unis qu'ils reconnaissent son invasion et ignore la « feuille de route ».

Israël a le potentiel pour être un pays merveilleux et la majorité des Israéliens veulent la paix. Israël est une démocratie où des ONG se forment pour aider les populations palestiniennes. Cette démocratie pourrait être un modèle pour les pays voisins si elle sortait du cycle de la violence. Nous, parlementaires britanniques, qui sommes allés en Cisjordanie et à Gaza, avons également vu une société civile palestinienne vivante qui offre bien plus d'espoir que l'Autorité palestinienne. Mais si **George W. Bush** soutient Sharon, la violence se répandra.

Dennis Ross



Dennis Ross a été directeur de la planification politique au département d'État sous la présidence de George Bush père. Il a

« Le retrait sans la récompense »

Source : New York Times

Référence : « Withdrawal Without Reward », par Dennis Ross, *New York Times*, par 24 mars 2004.

L'assassinat du cheikh Yassine nous rappelle que s'il y a bien une guerre entre Israéliens et Palestiniens, il n'y a pas eu de réels processus visant à la résoudre à court terme. La mort de Yassine va entraîner de nouvelles violences, mais à long terme la plupart des Palestiniens souhaiteraient une coexistence pacifique et ne considèrent pas le cheikh Yassine et le **Hamas** comme une voie acceptable pour l'avenir.

été coordinateur pour le Proche-Orient sous l'administration Clinton. Il est directeur du Washington Institute for Near East Policy.

Les responsables militaires israéliens ne font pas secret de leur crainte d'apparaître comme cédant à la violence du Hamas en se retirant de Gaza. Ce qui m'a surpris, c'est que les Palestiniens que j'ai rencontrés craignaient également que le Hamas ne tire tout le mérite de ce retrait. Cette crainte réciproque devrait conduire les deux camps à trouver un accord pour que le retrait bénéficie aux Palestiniens mais, même avant l'assassinat de Yassine, une rencontre entre **Ahmed Qoreï** et **Ariel Sharon** était peu probable.

Les Israéliens restent en effet convaincus que Qoreï n'a aucun pouvoir et que c'est **Yasser Arafat** qui tire les ficelles. Les États-Unis pourraient intervenir pour relancer les discussions, mais Washington ne fait pas non plus confiance à l'Autorité palestinienne. Cette situation bénéficie au Hamas qui pourrait profiter du retrait de Gaza pour prendre le pouvoir. Il faut donc que, tout en continuant à négocier avec Israël, **George W. Bush** mène des discussions avec les Palestiniens, les Égyptiens, les Jordaniens et tous ceux qui peuvent jouer un rôle positif après l'évacuation afin de s'assurer que ce sont les Palestiniens modérés qui contrôleront les territoires. Si les États-Unis ne prennent pas aujourd'hui le leadership dans la bonne direction, l'action de Sharon n'aboutira qu'à plus de violence.

Uri Dromi



Uri Dromi est directeur des relations internationales à l'Israel Democracy Institute de Jérusalem.

« Comment Israël est-il censé combattre le terrorisme autrement ? »

Source : International Herald Tribune

Référence : « How else is Israel meant to deal with terror ? », par Uri Dromi, *International Herald Tribune*, 24 mars 2004.

L'assassinat du cheikh Ahmed Yassine ressemble beaucoup à celui que les États-Unis ont mené au Yémen en novembre 2002 contre l'un des lieutenants de Ben Laden. Cette élimination du terroriste avait conduit **Donald Rumsfeld** à exprimer sa satisfaction et **George W. Bush** avait alors affirmé qu'il n'y avait pas d'autres moyens de lutter contre le terrorisme. S'appuyer sur l'exemple des États-Unis ne veut pas dire que chaque action israélienne est kasher, mais je néglige les avis hypocrites de la France et du Royaume-Uni compte tenu de leurs activités en Algérie et au Moyen-Orient par le passé. Le seul Britannique que j'écouterai est le célèbre expert en contre insurrection Sir Robert Thompson, qui affirmait qu'il ne fallait pas perdre de temps à affronter les guérillas, mais qu'il fallait abattre leurs dirigeants.

Le monde dit à Israël que tuer Yassine était illégal, mais qu'a fait le droit international pour sauver les innocentes victimes du World Trade Center, de Madrid et de Jérusalem ? Si Israël avait voulu arrêter Yassine, il aurait dû déployer de grandes forces et aurait eu beaucoup de pertes. La lutte anti-terroriste est un sale boulot, mais c'est le seul moyen de gagner.

La pertinence de cet assassinat ciblé se mesurera aux résultats obtenus. Il faut cependant qu'Israël se retire des territoires car il n'y a pas assez de juifs pour les garder et rester à la fois une démocratie et un État juif. La communauté internationale doit aider les Palestiniens à établir un État souverain viable

économiquement dont Israël sera d'abord séparé par une barrière avant de l'abattre quand les palestiniens seront prêts à un voisinage pacifique.

Jean-Claude Juncker



Jean-Claude Juncker est Premier ministre et ministre des Finances social-chrétien luxembourgeois.

« Mon noyau dur préféré est à 25 ! »

Source : Le Figaro

Référence : « Mon noyau dur préféré est à 25 ! », par Jean-Claude Juncker, *Le Figaro*, 24 mars 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Au sommet de Bruxelles du 25 mars, les chefs d'États et de gouvernements des pays de l'Union européenne se pencheront sur les problèmes du terrorisme et les leçons à en tirer. Il faut plus de coopération et créer une instance capable de collecter en temps réel les informations dans les différents services avant de les transmettre à Europol, mais je ne crois pas qu'il faille se lancer dans la création d'un service de renseignement européen. Il faut d'abord se pencher à 25 sur les possibilités de mieux faire et si nous n'en sommes pas capables, il faudra que ceux qui le peuvent aillent de l'avant. Je pense aux pays du Benelux, à la France, à l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et pourquoi pas à d'autres. Ce n'est pas une menace, mais nous ne pouvons pas attendre que les autres soient prêts. Le G5 du renseignement qui a été constitué est la conséquence de l'absence actuelle de cette gare centrale où serait organisée la lutte anti-terroriste. L'Europe est habituée à la géométrie variable et si mon noyau dur préféré a 25 membres, l'absence d'unanimité crée des groupes pionniers. Reste à espérer qu'ils se constitueront à l'intérieur de l'Union. Il faut que les groupes intergouvernementaux ne soient que provisoires. Les politiques étrangère et de défense ont, par exemple, vocation à se communautariser. L'agenda européen comprend également la « stratégie de Lisbonne » qui vise à rendre l'économie européenne la plus compétitive du monde en 2010. Cette date doit être intériorisée par les Européens comme ils ont intériorisé celle de 1992 et de la création du marché commun. Le Luxembourg s'y emploiera quand il prendra la présidence de l'Union européenne en 2005. L'actuelle présidence irlandaise peut, pour sa part, parvenir à un accord sur la constitution européenne, si possible avant les élections du 13 juin. C'est possible compte tenu de l'évolution espagnole. L'élargissement n'est pas populaire partout en Europe, mais il était indispensable et les nouveaux membres ont fait de grands progrès.

Harvey Feldman



Ancien ambassadeur, Harvey Feldman est l'un des rédacteurs du Taiwan Relations Act, la loi décrivant les relations entre Washington et Taipei. Il est membre du centre d'étude asiatique de la Heritage Foundation .

« Le vote de Taiwan demande une position plus mesurée de Pékin »

Source : New York Times

Référence : « Taiwan Vote Demands a Softer Stance by Beijing » par Harvey Feldman, *Los Angeles Times*, 24 mars 2004.

Il y a quatre ans, quand Chen Sui-bian a été élu président de Taiwan, il a promis qu'il ne déclarerait pas l'indépendance et qu'il ne changerait pas le nom du pays, son drapeau ou sa constitution. Il s'était également engagé à négocier avec Pékin si la Chine continentale acceptait d'entamer des discussions sans poser de pré-conditions. Malheureusement, la République populaire a toujours refusé toute discussion qui n'aurait pas comme point de départ la reconnaissance que Taiwan est une de ses provinces.

Samedi, l'élection présidentielle à Taiwan a été extrêmement serrée, mais Chen a gagné et ses opposants, y compris la Chine populaire, doivent l'accepter. Son principal opposant, Lien Chan, avait promis d'obtenir de meilleures relations avec Pékin, mais le seul moyen d'y parvenir pour l'instant aurait été de reconnaître le principe « une seule Chine » que les 85 % de la population d'origine taiwanaise n'est pas prête à accepter. Chen ne l'acceptera jamais non plus et Pékin a donc le choix entre un nouveau boycott de quatre ans qui rapprochera Taiwan de l'indépendance ou bien de discussions qui peuvent être profitables économiquement aux deux pays.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .